

faisait maintenant quelque chose à ce sujet. Ou m'a répondu qu'on avait pris des dispositions en ce sens il y a six mois. Soixante-cinq années et six mois après le début du différend, on nomma un comité conjoint composé de membres de la Commission du port de Vancouver et du Pacifique-Canadien en vue de décider à qui appartient cette importante avant-grève. Je me demande combien de mois ou d'années il faudra attendre le rapport de ce comité et combien il faudra attendre d'années par la suite avant que des dispositions ne soient prises.

J'espère, comme nous tous, je pense, que le ministre des Transports va nous donner quelques renseignements au sujet de cette question litigieuse visant la propriété, au sujet du comité et de son activité ainsi que de la date où il devra présenter son rapport. J'espère qu'il nous donnera aussi quelques autres renseignements. Le quai le mieux aménagé de Vancouver était le quai D du Pacifique-Canadien. Il a été incendié—j'allais dire au ras du sol—au ras de l'eau en 1938. Il a été entièrement détruit et n'a jamais été reconstruit. Pourquoi? La question de propriété est-elle encore en cause? Le Pacifique-Canadien possède-t-il effectivement ce terrain d'une très grande valeur au pied de la rue Granville? Si oui, pourquoi n'a-t-on rien construit à cet endroit depuis 1938?

Si le Pacifique-Canadien n'est pas disposé à construire un bâtiment à cet endroit, nous pouvons sans crainte demander au gouvernement fédéral de faire ce qu'il a souvent fait: exproprier. Qu'il exproprie la propriété du Pacifique-Canadien et construise un nouveau quai à cet endroit. C'est une honte pour ce Parlement et tous les gouvernements qui se sont succédé au Canada. Comme le député de Vancouver-Quadra l'a signalé hier, les navires de la P & O venant d'Australie étaient tenus de se rendre à Seattle parce qu'ils n'avaient pas l'espace voulu à Vancouver pour mouiller l'ancre. Le Pacifique-Canadien, dans sa grande magnanimité, affirme maintenant: «Même si vous perdez de l'argent, car il est bien plus profitable de laisser entrer les cargos, nous allons vous permettre d'entrer en dock pendant douze mois exactement. Après cela, vous irez ailleurs.»

Une voix: Vous ne pouvez même pas obtenir une équipe de hockey.

M. Winch: C'est cela, nous ne pouvons pas obtenir de jetées, ni même une équipe de hockey. Nous avons l'équipe, mais nous ne pouvons avoir une franchise. (*Exclamations*) Il n'y a pas matière à rire, monsieur le président. L'état du chômage se ressent du manque d'installations de transport maritime, ce

qui a les mêmes effets que l'abolition des subventions à la construction de navires qui étaient accordées aux importants chantiers maritimes de Vancouver. Je ne l'ai pas fait plus tôt, mais je voudrais maintenant traiter de cette question. Savez-vous, monsieur le ministre des Transports, que depuis le 27 janvier, lorsque vous vous êtes mis à persécuter le système de transbordeurs de la Colombie-Britannique, les directeurs du personnel des chantiers maritimes de Seattle sont venus à Vancouver pour y interviewer des employés compétents? L'un d'entre eux a déclaré qu'à lui seul, il avait interviewé 165 employés détenant des postes clés dans les chantiers maritimes de Vancouver et de Victoria et qu'il leur avait garanti la sécurité d'emploi s'ils voulaient bien aller travailler à Seattle.

Le gouvernement se désintéresse des chantiers de construction navale et des installations portuaires de la côte du Pacifique. Son attitude a des répercussions désastreuses sur une ville d'où partent nos exportations vers l'océan Pacifique. Cette situation déplorable résulte de l'apathie qui existe à l'égard de ce problème depuis 1900. Le ministre ne peut prétendre qu'il découvre ce problème; il ne devrait pas en être ainsi puisqu'il est membre du cabinet depuis longtemps et qu'il détenait le portefeuille des Transports dans des Parlements antérieurs.

Je le répète, monsieur le président, nous ne demandons pas plus qu'une autre province. Nous demandons simplement qu'on nous traite avec justice, respect et compréhension. L'honorable député de Vancouver-Quadra a demandé au ministre des Transports d'aller à Vancouver pour se rendre compte sur place de la situation. Le ministre est allé à Vancouver nombre de fois. Voici ce que le député de Vancouver-Quadra voulait sans doute dire: «Cette fois-ci allez-y avec des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.» (*Applaudissements*)

«Alors vous verrez et vous entendrez et, nous l'espérons, vous comprendrez et reviendrez ici prendre des mesures au lieu de prononcer de beaux discours.» Que le ministre nous fournisse les mesures et l'argent qu'il faut pour nous permettre de développer la belle ville de Vancouver de la façon qui s'impose, afin que la Colombie-Britannique puisse progresser selon ses capacités.

Il ne s'agit pas d'une menace, monsieur le président, parce que je ne fais jamais de menaces. Mais notre patience est à bout. A moins que des mesures constructives ne soient prises sans tarder, le ministre des Transports et son gouvernement prendront, politiquement parlant, la même route que la goélette du ministre qui a sombré et dont personne n'a pleuré la perte.